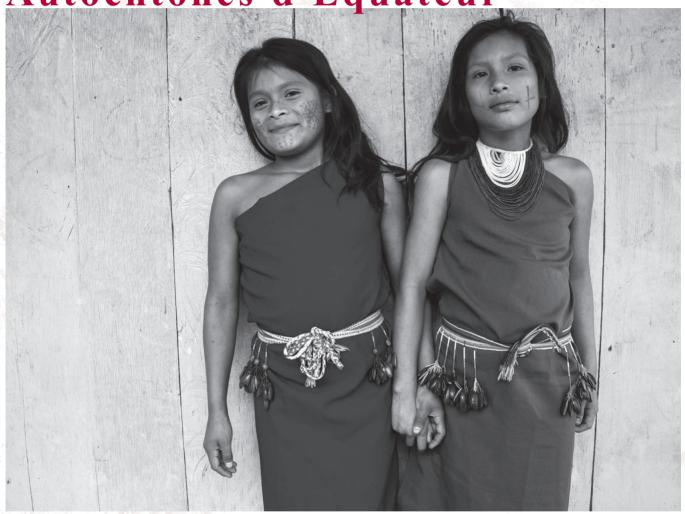


Thema

Autochtones d'Equateur



Sommaire

Maikiuants, Shuar, Kichwa, Huaorani, Achuar, Mojeños, Chimane, Yuracaré, Mentawai

Equateur, Bolivie, Indonésie



Editorial

Très belle année 2018 à toutes et tous.

Encore une année qui s'efface et une autre qui s'écrit...

En Equateur, comme un peu partout à travers notre Planète Bleue, les derniers des peuples premiers tentent de résister au rouleau compresseur de la mondialisation des peuples, de leurs diversités et de leurs cultures, sur les modèles des sociétés dominantes.

Ce n'est pas facile! Un peu partout c'est le même constat. Les riches cultures orales d'hier, les spiritualités des peuples racines, leurs liens à la nature tendent - pour continuer d'exister - à se folkloriser pour satisfaire la curiosité du tourisme de masse et glaner au passage quelques pièces de monnaies locales plus trébuchantes que sonnantes, à fourbir le langage occidental et ses arsenaux juridiques pour résister à la destruction de leurs milieux naturels, à se plier aux dogmes des religions prosélytes pour survivre dans une société humaine de plus en plus globalisée, monochrome, connectée autant qu'uniforme.

Pour ce début d'année, votre Ikewan met à l'honneur les peuples autochtones d'Equateur parmi lesquels les Maikiuants, les Shuars, mais aussi la lutte de la Confeniae, la Confédération des Nationalités Indigènes d'Amazonie équatorienne.

Un peu plus au sud en Bolivie, ce sont les amérindiens du parc national du Tipnis qui se mobilisent contre un projet de route dévastatrice ressorti des cartons par le gouvernement et qui, s'il venait à se concrétiser, déchirerait définitivement l'une des dernières grandes forêts encore protégées.

En Indonésie, chez les Mentawai de l'île de Sibérut, Saruyl peut maintenant commencer à concrétiser les écoles de la jungle grâce au soutien d'ICRA, de l'association FRAT de La Chapelle des Marais et de la Fondation ANAKO.

Il s'agit de permettre aux enfants des clans autochtones traditionnels qui vivent dans les régions les plus reculées de l'île de Sibérut d'avoir accès à une scolarité adaptée, respectueuse de la culture et de la riche spiritualité *sabulungan* des Mentawai, sans se voir contraints de rejoindre les internats des écoles coraniques ou chrétiennes des villages gouvernementaux où les autorités locales et gouvernementales cherchent à sédentariser les autochtones de l'île de Sibérut.

Ces écoles ne pourront se maintenir et se développer qu'avec votre précieux soutien.

Nous comptons sur vous pour les parrainer et les soutenir.

Cette année ICRA fêtera son trentième anniversaire dans le Haut Poitou à l'occasion du 4ème festival ANAKO du film ethnographique qui se tiendra fin juin dans les villes de Loudun, Thouars, Chinon et quelques autres comme Angers, Chatellerault, Lencloître ou Vouneuil sur Vienne pour ses préludes. Visier Sanyu, historien anthropologue Naga, cofondateur d'ICRA en sera l'invité d'honneur.

Nous vous y espérons nombreux!

Patrick Bernard

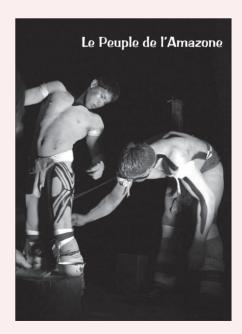
Le peuple de l'Amazone

Au Brésil, en Equateur, au Pérou ou en Guyane, Le peuple de l'Amazone dresse un état des lieux saisissant sur la situation des tribus amazoniennes les plus récemment contactées.

Face à la déforestation effrénée de la plus grande forêt du monde, face à leur propre disparition, les peuples amazoniens se battent dans l'urgence pour survivre. Ils entendent bien se réapproprier leur culture, leurs valeurs et leur mémoire

Les Indiens Yawalapiti apprennent aujourd'hui à manier la caméra pour enregistrer la parole des anciens et filmer, au fil des ans, leurs rites fondateurs, constituant ainsi une mémoire audio-visuelle inestimable pour les générations futures.

Ce film vous invite à vous immerger dans l'intimité de quelques communautés amérindiennes d'Amazonie et à les accompagner dans les défis qui sont les leurs depuis leurs premiers contacts avec le "monde du dehors" jusqu'à nos jours.



Pour commander ce DVD (86 mn), merci de nous faire parvenir (notre adresse en page 15 de cette revue) un chèque de 22€ à l'ordre d'ICRA avec au dos la mention "DVD Le peuple de l'Amazone".



Maikiuants un paradis en péril



<u>Légende</u>:
Scène de vie quotidienne chez les
Maikiuants

Avec deux amis, Julien Defourny traversent les Amériques en vélo à la découverte des écosystèmes et des peuples oubliés afin de témoigner et d'aider à la sauvegarde de notre planète tant sur le plan environnemental que culturel.

En Equateur, ils ont rencontré les Maikiuants et ont partagé leur vie pendant quelques jours. Aujourd'hui, le paradis des Maikiuants est en danger, menacé par des programmes miniers.

L e samedi 29 avril 2017, nous partons à la rencontre des Maikiuants avec beaucoup de questions. À quoi s'attendre ? Serons-nous acceptés au sein de la tribu ? Une expérience bouleversante au cœur de l'Amazonie équatorienne.

Tôt le matin, nous sommes au guichet de la compagnie aérienne "Aero Morona". Erik (notre ami équatorien qui nous a proposé de réaliser ce reportage) est accompagné de Vincente, chef d'une communauté shuar (peuple indigène réparti en Equateur et au Pérou). Le vieux moteur de l'avionnette retenti. Caméra au poing, nous contemplons ce dense tapis vert sans savoir à quoi nous attendre.

Après 30 minutes de vol, nous atterrissons dans le premier village. Les enfants courent vers leurs maisons, effrayés. Ils pensent peut-être que nous sommes des médecins. Les sourires sont effacés par leurs regards interrogatifs : "Que viennent-ils faire, si ce n'est pas pour nous vacciner".

Nous rentrons dans la maison de Vincente où sa femme nous tend directement un bol rempli de *chicha* de yuka (manioc) fermentée. Nous reviendrons sur cet aspect culturel plus tard dans ce récit. Nous discutons avec les villageois, qui heureux de nous recevoir préparent une danse en fin d'après-midi. A vrai dire, nous trouvons ce village sympathique mais peut intéressant. Les habitations traditionnelles ont disparu pour laisser place à des cabanes en bois construites à l'aide de planches rectangulaires. On y trouve même l'internet et d'autres technologies apportées par la modernité. Erik nous confie que les Maikiuants n'ont pas suivi le même modèle que cette communauté.

Nous terminons cette journée à manger d'énormes larves sorties de la terre que l'on appelle ici "*ijiach*". Cuites dans des feuilles de bananier façon "ayampaco" les larves ont gardé leur graisse et sont aussi tendres que de la semelle de chaussure. L'aspect et le goût sont assez repoussants. Ayant délaissé une bonne partie des larves, les femmes s'empressent de les terminer en une seule bouchée.

Le lendemain, nous empruntons un chemin à travers la jungle. Il pleut des cordes tout au long de la marche, transformant le chemin en une coulée de boue épaisse. Nous nous enfonçons parfois jusqu'à la ceinture. Soudain, nous craignons que les fortes pluies aient augmenté le niveau de la rivière. A hauteur de celle-ci,

Les illustrations des hauts des pages thema représentent la résistance zapatiste et des "relèvemoustaches" aïnous qui sont extraits du livre "Un voyage chez les Aïnous-Hokkaïdo, 1938" de Arlette et André Leroi-Gourhan, paru aux Edis. Albin Michel en 1989.



Vincente juge que nous pouvons traverser et tout le monde passe sans problème. Après 4 heures de marche, nous atteignons le village des Maikiuants perché à 1000 mètres d'altitude au milieu de la jungle amazonienne de l'Equateur. Les "jea" (habitations typiques shuar) dégagent une fumée blanche. Personne en vue dans le village, nous attendons dans une cabane retirée. Erik revient et nous annonce que nous ne pouvons rester que trois jours. Nous lui demandons le pourquoi, il nous répond qu'ils ne peuvent prendre en charge notre nourriture. Nous sentons qu'il y a autre chose

derrière cette décision. Nous nous rendons dans une salle de réunion, où une partie du village nous attend pour parler. Les regards sont lourds, aucun sourire, l'ambiance est plutôt tendue. Un homme nous marque particulièrement, il tient une lance dans sa main avec une parure des plus traditionnelle. Il nous fixe droit dans les yeux, son

regard est celui d'un homme fort. Il a probablement l'image du shuar que les colons ont croisé cinq siècles auparavant.

Des années d'acculturation

Les colons les avaient nommés les *Jivaros*, autrement dit les sauvages. Ce peuple a été convoité par de nombreux ethnologues pour les légendaires *tsantsas*, les têtes réduites. Après avoir tué un rival important d'une autre communauté, les shuars découpaient soigneusement la tête du perdant. Après un processus d'ébullition et de séchage, la tête réduite était portée autour du cou comme trophée de guerre. Elle permettait de chasser l'esprit du mort et d'éviter une nouvelle guerre avec des clans rivaux. Depuis les années 1960, ces pratiques ont été abolies. Cependant, l'influence touristique a parfois poussé certains illuminés à découper des têtes de cadavres pour en faire des tsantsas et les revendre ensuite sur le marché noir.

Nous nous asseyons face aux villageois et leur expliquons avec l'aide de Vincente la cause de notre venue. Il y a beaucoup d'incompréhension et de méfiance. Après la parole du chef Angel, nous nous levons et reportons la réunion au lendemain avec l'ensemble de la communauté.

Certains d'entre-eux pensent que nous sommes de l'église et se demandent si nous sommes des envoyés du diable. Cela fait rire tout le monde et nous de même. Après de longs discours, ils acceptent notre présence pour 10 jours au sein de la communauté.

Si notre bonne foi a été mise en doute, il y a des raisons. Dans les années 60-70, les missionnaires sont arrivés sous le nom du Christ. De cadeaux en cadeaux, les shuars se sont laissés convaincre. Ils ont fini par accepter que les prêtres prennent les enfants pour les amener à la scolarité, ou plus précisément au modèle occidental. Angel nous précise qu'ils étaient emmenés contre leur volonté.

Ils étaient battus, ils devaient obéir aux ordres sans broncher et s'adapter à leur nouvelle culture. Le shuar était totalement interdit. Le parler était synonyme de ne plus avoir le droit de manger. Alors un jour, Angel a pris la fuite et est retourné auprès des siens : "Tout avait changé, je ne me souvenais plus de rien, ni de mes rites ni de ma culture, j'ai dû réapprendre. On a perdu beaucoup de nos traditions suite à ces années". C'est de cette manière que des centaines de tribus amazoniennes ont délaissé leur vie traditionnelle pour le modèle occidental.

"Comme vous l'avez vu, nous vivons au paradis. Mais pour combien de temps? Pour vouloir sauver notre territoire, ma tête a été mise à prix".

Angel, dirigeant Maikiuants

Aujourd'hui, les shuars Maikiuants tentent de renouer totalement avec leur culture. Ils ont une éducation tout à fait particulière hors du programme gouvernemental.

Galo, président de la communauté, nous confie : "Nous ne portons que parfois

l'habit traditionnel, mais regardez autour de vous, notre manière de penser n'a jamais changé. Nous vivons avec la forêt, notre dieu Arutam est dans la forêt. Nous la côtoyons avec beaucoup de respect car elle est à la fois notre amie mais aussi notre ennemie en cas de danger". Peu à peu nous apprenons à les connaître et à comprendre le lien qu'ils maintiennent avec la forêt.

Nous sommes acceptés sous certaines conditions. Nous devons nous adapter aux coutumes et traditions et manger leur nourriture. Mis à part les premiers jours de test qui furent plus difficiles (et oui, les énormes larves de terre sont de retour, et cette fois en quantité) le reste fut plutôt simple à avaler et même très bon. La cuisine des shuars est assez simple et peu épicée. La base alimentaire est composée de :

- la banane, verte, mure, petite ou grande, on la retrouve à tous les repas;
- la yuka ou manioc;
- la chonta, (durant le mois de mai) fruit d'un palmier où se récolte également les larves "chotancuro";
- la papa china, une patate blanche au goût peu prononcé;
- el camote, une patate douce blanche;
- le maïs;
- la palmita, cœur de palmier. On le retrouve dans beaucoup de soupes;
- iñak, boule ronde à la chaire orange, similaire à celle de l'avocat mais plus sucrée.

Ces aliments de base sont accompagnés de temps à autre de viande de bœuf (certains ont quelques têtes de bétail) mais plus souvent de poisson, de wanta (mieux connue sous le nom d'agouti) ou de larves.

La chicha est une boisson sacrée dans de nombreuses communautés de l'Amazonie et l'est également chez les shuars. La chicha est ici

Thema Autochtones d'Equateur



faite principalement de manioc. Cette boisson est distribuée à toute heure du jour par la femme qui a élaboré la chicha. Celle-ci doit être fermentée quelques heures avant d'être servie. Elle sert non seulement à combler la soif mais aussi la faim. La femme distribue donc la chicha à chaque personne. Après avoir bu, il est important de remettre l'*amamuk* (grand bol contenant la chicha) à la femme, qui le passera elle-même au suivant. Ainsi de suite se vide une marmite de 10 litres en moins d'une heure.

La découverte de la forêt nourricière

Comme décrit précédemment, les larves sont un met très apprécié dans la culture shuar. Lors de notre séjour, nous avons eu l'occasion d'en goûter deux : Les *ijiach*, vivant sous la terre, et les *mukin*. Ces dernières, vivant dans des palmiers, sont succulentes. Un matin, nous sommes partis à la récolte de larves de palmier. Nous nous dirigeons à travers une jungle épaisse et humide, où le bruit des insectes vous plonge dans un autre univers. A coups de machette, le chemin se dessine à travers cette densité. Nous sommes maintenant dans le cour d'une rivière que nous remontons. Soudain Jaime, un jeune shuar s'écrie : "la equis, la equis ' . Personne ne bouge. Nous apercevons ce serpent extrêmement venimeux installé dans le creux du rocher. Pinchu nous ordonne de passer sur le côté à quelques mètres car l'animal a une détente d'attaque assez impressionnante. Nous passons sur le côté, l'animal ne réagit pas. Nous sommes en sécurité. Pinchu nous précise : "Si vous vous faites mordre par un serpent, le premier reflex à avoir est de le tuer. Il faut ensuite l'ouvrir et absorber le petit sac noir (la bile) qui est accroché à son foie. Ainsi vous survivrez".

Après une bonne heure de marche nous atteignons les premiers palmiers. Trois mois auparavant, une partie de la communauté est venue couper les palmiers dans le but de les laisser pourrir au sol. Une fois à maturité, ils retournent dans la forêt pour la récolte. C'est à coups de hache et de machette que le tronc est découpé et entaillé. Les larves sont blotties dans de gros cocons élaborés avec le bois du palmier. Les troncs en sont remplis. De temps à autres nous en glissons une toute fraîche dans notre bouche pour reprendre des forces. Même crues les larves sont savoureuses. Elles s'apparentent fortement à un fromage doux de nos contrées.

Les shuars adorent jouer dans la jungle. Avant le retour au village ils nous font la surprise du "jeu de la liane". Après avoir dégagé les gros troncs du chemin, il est temps de s'élancer. Nous nous balançons tel tarzan sur une liane. Les rires et les cris transpercent la forêt. Plus nous partons dans tous les sens, plus les rires sont intenses. Nous passons une bonne heure à essayer d'aller le plus loin possible avec la liane. Un incroyable moment fait de complicité et de simplicité.

Si les Maikiuants ne portent plus l'habit traditionnel quotidiennement, ils ne l'ont pas pour autant délaissé. Le vendredi est le jour où les enfants doivent obligatoirement porter la tenue. Les femmes sont vêtues de longues robes bleues. Elles agrémentent leur parure de colliers ou de boucles d'oreilles. À leur taille, elles portent une ceinture où un ensemble de graines est accroché. De cette façon, lors des fêtes et des danses, les graines émettent un son harmonieux avec la musique provenant de longues flûtes et autres calebasses. Les hommes sont assez petits et ont une forte carrure. Ils sont torse nu et portent un long



Repas en forêt

collier qu'ils disposent sur leur torse de manière à former une croix. Le collier est composé d'une multitude de graines de couleur rouge et noire ainsi que d'os parfaitement droits provenant de hiboux "les tallos". Ils portent une jupe longue de couleur blanche et bleue. Certains sont vêtus d'un couvre-chef fait de plumes d'oiseaux tropicaux. Lors des festivités, ils portent des ensembles de graines accrochés à leurs chevilles pour les faire vibrer au son de la musique.

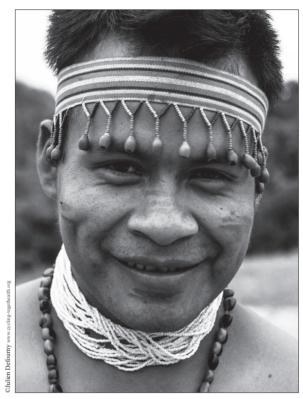
Dans la communauté, les tâches sont bien réparties. Les hommes s'occupent du travail physique pendant que les femmes se chargent du foyer : elles cuisinent, s'occupent des enfants et font également des poteries pour la cuisine. Un art intéressant qui se transmet de génération en génération. Les femmes vont d'abord chercher du *nuwe* (argile du fleuve) ou de la terre molle. Elles sculptent ensuite avec cette même matière des plats pour manger, appelés pinink ou des bols à chicha, appelés amamuk. Une fois le récipient réalisé, elles le laissent sécher trois journées au-dessus du feu. Le récipient bien sec sera ensuite mis dans le feu. La croyance exige de toujours rester face aux plats afin qu'ils ne brûlent pas. La cuisson terminée, les plats sont peints avec de l'achiote (capsules renfermant des graines rouges. Celles-ci sont également utilisées pour les peintures corporelles). Pour terminer, des dessins et des phrases sont gravées sur les plats.

Après quelques jours, au dîner de midi, Angel nous annonce que le lendemain nous devrons pratiquer le *vomitif*. Cette pratique sert à purifier le corps en éliminant toute l'acidité accumulée par celui-ci. À 4 heures du matin, nous nous levons et marchons



encore endormis jusqu'au centre communautaire. D'énormes marmites sont posées sur le sol. Cellesci contiennent le liquide qui va nous faire vomir. Angel explique : "Il faut boire, boire et encore boire jusqu'à ce que tout sorte d'un seul coup". L'ensemble du village se met à vomir et nous aussi. Une fois purifiés, nous allons déjeuner.

Autrefois, cette pratique était exercée tous les jours.



Un représentant Maikiuants

Aujourd'hui elle est pratiquée seulement toute les deux semaines.

En vivant cette expérience, nous nous sommes rendu compte que les Maikiuants sont des savants de la jungle. Comment ont-ils découvert que cette plante produirait cet effet de purification corporelle par vomissement? Cela fascine, car il s'agit là d'années de tests, de transmission de savoir entre générations. Nous avons perçu leurs connaissances à travers leurs gestes, leurs attitudes face à la nature. Rien n'est coupé, ni arraché involontairement. Le pas, la manière de se déplacer sont calculés pour ne rien détériorer. Chaque feuille est un être vivant, chaque souffle du vent est un signal de la forêt, chaque bruit à sa signification.

Les plantes font partie de la vie des Maikiuants. Que ce soit pour se nourrir, pour se soigner ou encore pour avoir des visions, elles sont omniprésentes dans leur vie. Nous avons d'ailleurs participé à un bain shuar.

Tout d'abord, il faut aller récolter des pierres dans la rivière. Les pierres sont ensuite amenées dans la jea (habitation traditionnelle) où on les chauffe avec du bois sec. Des marmites sont disposées sur les mêmes tas de bois. Des plantes aux diverses vertus sont incorporées à la marmite. Parfois ils ajoutent des plantes hallucinogènes mais pour inhaler cela il faut jeûner quelques jours auparavant. Une fois le tout bien macéré, deux personnes se disposent autour de la marmite, un drap sur la tête. Les pierres chaudes plongées dans la marmite dégagent une vague de chaleur intense. La sudation commence. Les vagues de chaleur sont de plus en plus difficiles à supporter, mais l'arôme qui se dégage est juste exquis. Par moment, on nous passe un bol de chicha composé de manioc, de canne à sucre (cana de mani) et de gingembre afin de ne pas se déshydrater. Une fois terminé, il faut sortir et se laisser sécher naturellement. Le mieux est de ne pas se laver jusqu'au surlendemain afin de laisser l'arôme des plantes pénètrer. Avant ce bain, Julien était fortement enrhumé à cause de l'humidité des lieux. Il est ressorti sans le moindre écoulement de nez.

La cérémonie de la ayahuaska

Ayahuaska est devenu un mot commercial à travers toute l'Amazonie. Sa gloire résulte du mélange de deux lianes ayant pour effet de procurer des visions. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, elle fait partie des circuits touristiques. Alors de faux chamans proposent des cérémonies à bas prix. Les touristes confiants prennent parfois cela à la légère en oubliant que cette liane peut également tuer si elle n'est pas prise dans les règles de l'art.

La ayahuaska est consommée par de nombreux peuples amazoniens depuis des siècles. Les premières traces de sa consommation ont été relevées en Equateur, puis ensuite au Pérou, au Brésil et en Colombie. Les peuples de l'Amazonie l'utilisent pour voir le chemin à suivre en cas de conflit, de doute, de mariage, etc. Ce mélange permet d'avoir des visions sur sa propre existence. Elle permet également de rentrer en contact avec la jungle afin de la comprendre pour ne pas y laisser sa vie. Par son lien spirituel qui connecte l'homme à la nature, la avahuaska est vénérée par les peuples de l'Amazonie. Chez les shuars Maikiuants, la cérémonie de la cascade avec ayahuaska était autrefois un signe du passage de l'enfance à l'âge adulte. Aujourd'hui, seul les plus téméraires s'y lancent. La cérémonie est difficile et requiert un physique paré à toute épreuve.

Actuellement, les shuars la consomment toujours. Avant la prise, il est important de jeûner et d'éviter de consommer de la viande pendant quelques jours. De fait, la ayahuaska provoque de forts vomissements qui selon les dires seraient d'une douleur incroyable. Moins les aliments sont gras moins les vomissements seront douloureux.

Si les shuars sont d'excellent chasseurs, ils ont également appris à cultiver la terre. Le travail se réalise en communauté. Chaque famille a ses terres mais les aliments sont partagés avec toute la communauté. Il n'y a aucune subordination, tout le monde travaille ensemble dans la bonne humeur et les rires. Nous avons la chance de nous rendre à la parcelle de Pinchu. Elle est située dans une pente abrupte facilitant la coupe des arbres. Il n'y a aucune machine. Les seuls outils sont des machettes et des haches. Les hommes taillent de fins troncs

Thema Autochtones d'Equateur



Des centaines d'indiens traversent le pays pour demander au Président un "dialogue avec des résultats"

"Por un diálogo con resultados" (Pour un dialogue avec des résultats), est la requête de centaines de femmes, hommes, enfants, jeunes et anciens de divers peuples autochtones de l'Amazonie et de la Sierra équatorienne qui, depuis douze jours, marchent vers Quito pour exiger du gouvernement équatorien des réponses concrètes à leurs demandes.

Partis du siège de la Confédération de Nationalités Indigènes de l'Amazonie –CONFENAIE-, situé dans la ville amazonienne de Puyo, accompagnés de tambours, lances, drapeaux et d'autres objets cérémoniaux, les manifestants ont comme objectif de traverser près de 260 km de route pour arriver à la capitale, le lundi 11 décembre 2017.

La manifestation organisée par la Confédération de Nationalités Indigènes de l'Équateur - CONAIE - a lieu dans un contexte marqué par le manque de résultats et de pratiques concrètes de la part du gouvernement dirigé par Lenin Moreno, suite aux dialogues maintenus avec les représentants du mouvement autochtone. Comme l'exprime Marlon Vargas, président de la CONFENAIE : "Il s'agit d'unir nos forces pour construire un seul front. Nous voulons des réponses concrètes aux demandes présentées par notre mouvement depuis le mois de juillet dernier".

Le 20 novembre dernier, dans le cadre de l'Assemblée générale de la CONAIE qui s'est tenue à Puyo, des représentants de onze nationalités autochtones et de vingt-trois organisations autochtones de l'Amazonie se sont rassemblés pour analyser la situation de leurs droits et des compromis adoptés par le gouvernement équatorien. L'organisation de la mobilisation nationale a été le résultat de cette rencontre massive, après avoir conclu de manière unanime : "Il n'y a pas de progrès dans le dialogue, il n'existe pas de volonté politique du gouvernement pour répondre de manière effective à nos demandes, et cela ne peut pas continuer. Ils sont en train de jouer avec la bonne volonté des peuples autochtones" (Jaime Vargas, président de la CONAIE).

Il s'agit notamment des demandes liées:

- à une amnistie pour toutes et tous les activistes sociaux criminalisés en Équateur;
- à une la solution des cas emblématiques de luttes pour la terre et les territoires ;
- à la remise en place d'une Éducation Interculturelle Bilingue ;
- aux politiques réelles de soutien à l'agriculture paysanne ;
- à une solution aux problèmes du transport communautaire ;
- au libre accès aux universités ;
- à la lutte contre la corruption au niveau du gouvernement national.

D'autres exigences liées à une application réelle des droits des peuples autochtones inscrits dans la Constitution Politique équatorienne de l'année 2008 sont exposées par les manifestants. Ils réclament également l'expulsion du pays de l'ex-président Rafael Correa, en raison des dommages occasionnés pendant les dix ans de son gouvernement. (Boletín de la CONAIE, 27 de novembre, 2017.

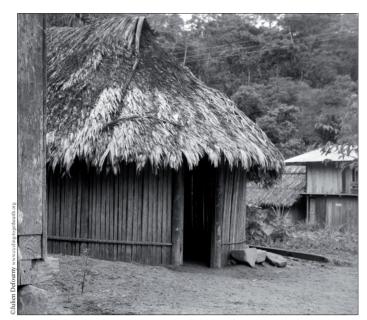
En Équateur, actuellement près de 197 activistes autochtones sont poursuivis par la justice pour avoir participé aux manifestations d'opposition au régime et notamment aux projets d'exploitation minière et pétrolière mis en place par le gouvernement de Rafael Correa. Accusés du "délit d'attaque et de résistance" figurant dans l'article N° 283 du Code Intégral Pénal équatorien, ce "délit" a été selon Francisco Hurtado, - représentant de la Commission Œcuménique des Droits Humains- "utilisé pendant le gouvernement de Rafael Correa pour contrôler l'opposition et freiner la recherche de revendications politiques liées au respect des droits de l'homme".

La question des concessions minières et pétrolières affectant actuellement de nombreux territoires autochtones est un autre des sujets présents sur la table du débat. Par ailleurs, le gouvernement équatorien a annoncé une nouvelle "Ronda petrolera" pour la concession de plusieurs blocs pétroliers dans le centre-sud de l'Amazonie, cela après avoir repris les activités d'exploitation dans les blocs Ishpingo, Tambococha et Tiputini situés à l'intérieur du Parc National Yasuní. En 2007, ce Parc avait fait l'objet de l'Initiative Yasuní-ITT, conçue pour laisser le pétrole de l'Amazonie sous terre, projet qui a été abandonné par le gouvernement de Correa en 2013. Comme l'exprime Marlon Vargas, président de la CONAIE: "C'est bien que le président Moreno se prononce en faveur de la protection de l'Amazonie. Mais, comment va-t-il le faire si, en même temps, il veut concéder d'autres blocs pétroliers? Pour cette raison nous ne voulons pas d'autres projets pétroliers et miniers dans les territoires indigènes. Notre droit au consentement libre, informé et préalable doit être respecté".

La manifestation qui a déjà traversé les villes de Puyo, Baños, Salasaca, Ambato, Salcedo et Latacunga avec près de 500 participants, a reçu le soutien et la solidarité d'autres groupes et mouvements sociaux au niveau national et international. Sur le chemin, d'autres manifestants autochtones et non autochtones rejoignent la mobilisation qui prévoit d'être reçue par le président Moreno à Quito.

Une campagne de solidarité aux manifestants a également été lancée à travers facebook et twitter avec les hashtag #RumboAQuito et #ResultadosYa.

Sofia Cevallos, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique latine, décembre 2017 www.gitpa.org



Une jea, habitation typique shuar

afin de les utiliser comme des pelles pour retourner la terre. Ensuite, les hommes commencent à faire tomber les arbres. Le bruit de la chute est juste impressionnant. Pendant ce temps, nous retournons la terre afin que les femmes y plantent des pousses de manioc. Aucun homme n'est autorisé à planter. Les gros troncs sont laissés au milieu de la parcelle.

Ce que veulent les Maikiuants

Ils désirent continuer à vivre sur le territoire de leurs ancêtres sans être constamment menacés par l'industrie minière. Ils aimeraient former une entité politique afin de pouvoir protéger leur liberté et revendiquer leurs droits. Ils désirent également protéger la forêt équatoriale dans son ensemble. Ils ont également créé une école autonome au sein de la communauté maikiuants dont le programme est différent du système scolaire équatorien. Le gouvernement ne reconnaît pas leur système éducatif hors celui-ci respecte les lois équatoriennes sur l'éducation. Ils souhaitent la reconnaissance par l'Etat de leur système éducatif.

ICRA lancera prochainement une campagne de soutien au peuple Maikiuants dans sa lutte contre les multinationales minières.

Au fil du temps, ils pourriront et produiront de l'engrais naturel.

C'est en se rapprochant des racines de l'homme que l'on observe son équilibre vital. Moins une société est influencée par les artifices de la modernité plus celle-ci se rapproche de cet équilibre que l'on peut définir en un seul mot : Le bonheur. Le bonheur est pourtant en chaque homme. Cependant, nous l'avons étouffé par les obligations dictées par le monde industriel. Les médias, la télévision, la publicité nous présentent un modèle utopique du bonheur. Le bonheur n'est en fait que le synonyme de liberté. L'homme libre suit ses inspirations, travaille en communauté, mange à sa faim et prend le temps de chanter et de rire pour exprimer la jouissance que procure sa liberté.

Un paradis menacé

Et pourtant, notre monde en soif de croissance compromet leur liberté. La cordillère du Condor, où se trouve les Maikiuants a été vendue par le gouvernement Équatorien à l'industrie minière. Le gâteau est divisé entre la Chine et le Canada. Les villages voisins ont déjà subi la répression de ces grandes multinationales. Pour défendre leurs terres et le territoire du Condor, les Maikiuants sont considérés comme des terroristes. Angel nous confie : "Je ne peux plus sortir du village. Je pourrais me faire tuer à tout moment. Je veux juste défendre la terre de mes ancêtres. Personne ne veut vivre ailleurs. On n'a rien demandé, on veut juste vivre en paix. J'espère que notre voix sera entendue au-delà de l'Equateur".

Après avoir passé 10 jours avec les Maikiuants, c'est émus que nous repartons en direction du petit village de Limon. Après 6 heures de marche intense à travers une boue épaisse, nous atteignons le premier petit village appelé la Victoria. Les Maikiuants nous avait prévenu, il fallait nous organiser pour passer en toute discrétion car les habitants de la Victoria sont à faveur de l'industrie minière. Ces derniers peuvent nous causer des problèmes s'ils savent ce que nous faisons ici. Comme nous l'avions prévu, un véhicule nous attend et nous passons le village en toute discrétion.

Il faut le vivre pour le comprendre mais nous espérons que cette lecture vous permettra de ressentir une part de notre expérience. L'harmonie qui flotte sur la communauté des Maikiuants est incroyable. Les gens chantent, rigolent et partagent tout avec vous. Nous sommes repartis plein d'émotion avec une nouvelle famille au fond de la jungle. Les enfants nous ont également touchés. Leurs sourires resteront gravés à jamais. Nous avons pu lire dans les yeux des Maikiuants la peur d'être expulsés ou exterminés.

Nous espérons de tout cœur que leur voix traversera l'atlantique.

Julien Defourny www.cycling-togethearth.org



Bilan de 10 ans de reconnaissance des droits de la nature en Équateur

En 2008, l'Equateur reconnaissait les droits de la nature. Malheureusement les lois adoptées depuis en matière environnementale n'ont pas été à la hauteur des ces engagements prometteurs.

Peut-on vraiment briser le paradigme occidental-colonial dominant, lequel considère la nature comme un ensemble de ressources à exploiter, à dominer et à contrôler, à l'aide d'un outil produit par un système juridique ou de justice dont les fondements sont intimement liés à ce même paradigme?

La réponse à cette question est NON. Néanmoins, les outils juridiques ouvrent des brèches dans le système dominant et son appareil de justice, des brèches autravers desquelles peuvent naviguer les mouvements sociaux, ceux et celles qui proposent une pensée critique ou soutiennent des praxis libertaires. De plus, les droits de la nature questionnent par-dessus tout l'ensemble de l'univers du droit, lequel est, et a évidemment été, anthropocentrique¹, et permettent d'affronter le système et les politiques dominantes.

Lorsque l'Équateur a reconnu les droits de la nature en 2008, un débat se déroulait en parallèle sur le *su-mak kawsay* "bien vivre" et la plurinationalité, deux thèmes complémentaires pour comprendre et appliquer ces nouveaux droits. Le débat visait à questionner un modèle fondé sur la destruction de la nature, un modèle profondément colonial qui nie notre matrice autochtone. C'est pourquoi on utilise les termes de la langue kichwa pour nommer ce changement de vision. En plus de critiquer l'idée du développement, le sumak kawsay propose d'organiser la vie en se basant sur deux thèmes centraux : l'harmonie avec la nature et la communauté en tant qu'unité d'exercice de la vie sociale et politique.

Une constitution favorable au respect de la nature

La Constitution nationale énonce plusieurs droits de la nature : le droit à l'existence et le droit d'avoir des défenseurs (Art. 71); le droit à la restauration sans nier le droit des communautés à des réparations intégrales (Art. 72); le droit à la précaution et à l'application de restrictions (Art. 73); le droit de ne pas être converti en marchandise et de permettre des activités humaines et communautaires dans le cadre du sumak kawsay (Art. 74).

L'article 71 stipule : "La nature ou Pacha Mama est l'espace où la vie se produit et se reproduit. Elle a le droit au respect intégral de son existence, à son entretien et à la régénération de ses cycles vitaux, de sa structure, de ses fonctions et processus évolutifs".

Dans le contexte de la destruction des écosystèmes, chacun de ces droits comporte une large marge de réflexion et d'utilité. Ces droits alimentent la lutte contre l'extraction minière et pétrolière, car celleci modifie la structure de la nature et les processus bio-géo-métaboliques du sol. Ces droits permettent de mener le débat contre les OGM qui touchent les processus évolutifs ainsi que les mégabarrages qui violent le droit de couler des rivières.

Par ailleurs, en Équateur, tout comme dans la plupart des pays de la région et probablement de la planète,



La rivière Bobonaza, territoire Kichwa de Sarayaku, Equateur

on assiste à une montée de la répression et de la criminalisation des défenseurs de la terre, de la nature et des territoires.

Les droits de la nature ouvrent de nouveaux scénarios de défense territoriale, reconnaissent le rôle des défenseurs et permettent de mener la réflexion sur les activités qui détruisent la nature. C'est une chose d'être victimes de criminalisation et une autre d'être défenseurs de droits. En fait, en 2008, l'Assemblée nationale constituante de l'Équateur, dans le cadre de la reconnaissance des droits de la nature, a amnistié 600 personnes qui avaient été condamnées. Elle a reconnu que ces dirigeants et communautés accusés de terrorisme et de sabotage pour avoir résisté à des projets d'exploitation, étaient vraiment des défenseurs de la nature et de leurs communautés.

Le capitalisme est parvenu à imposer l'idée que les projets économiques de spoliation sont dans "l'intérêt général" et que ceux et celles qui s'y opposent sont non seulement égoïstes, mais aussi des terroristes. Les droits de la nature - y compris celui de la



défendre - contribuent à transformer le sens de l'intérêt général, à cultiver dans la conscience citoyenne l'idée que "l'intérêt général" comprend justement la nature elle-même.

Une décennie de reculade

Malgré la magnifique constitution de l'Équateur, toutes les lois adoptées depuis sa création ont rogné les droits de la nature. La loi sur les mines de 2009 permet l'exploitation minière à grande échelle même dans les zones fragiles; la loi organique sur les ressources hydriques usées et l'aménagement de l'eau de 2014 permet une sorte de privatisation de l'eau et ne respecte pas l'écoulement écologique des rivières;



Manifestation contre les multinationales pétrolières en Equateur, 2005

la loi organique sur les terres rurales et les territoires ancestraux de 2016 réduit la nature à de simples services environnementaux; la loi sur les semences de 2017 ouvre la voie aux semences transgéniques; et le code organique environnemental de 2017 affaiblit les zones protégées et est assez permissif avec les entreprises.

Les perspectives ne sont pas encourageantes non plus au plan judiciaire. En général, les cas qui invoquent les droits de la nature et s'opposent aux activités destructrices de la nature n'ont pas été acceptés entre autre à cause de l'ignorance des juges et de l'absence d'indépendance judiciaire.

La défense de la rivière Vilcabamba, au sud de l'Équateur, touchée par l'extraction de matériel pierreux pour la construction d'une route, constitue un des rares cas ayant obtenu une décision favorable. Le juge a déclaré : "Étant donné l'importance indiscutable, élémentaire et indispensable de la nature, et compte tenu du processus de dégradation notoire et évident, l'action de protection s'avère la seule voie idéale et efficace de mettre fin à des dommages environnementaux concentrés et d'y remédier immédiatement."²

Au-delà des résultats des procédures devant les tribunaux pour faire respecter les droits de la nature, l'exercice de la société s'avère important parce qu'il pose de nouveaux horizons et même de nouvelles géographies. Par exemple, lorsque le déversement pétrolier et l'incendie se sont produits dans le golfe de Mexico, une poursuite a été entamée en Équateur contre une entreprise sans activité dans le pays pour un événement survenu à l'extérieur du territoire national. Cependant, la partie plaignante a soutenu que la nature est un seul tout, qu'elle a des droits et qu'il faut la protéger.³

Les droits de la nature ont rapidement pénétré les processus sociaux, sont apparus dans les programmes d'un grand nombre de mouvements, divers ouvrages du milieu universitaire et la société en général.

Malgré tout, la question de la nature pénètre la société

Un processus en cours en Équateur, la "Ruta por la verdad y justicia para la naturaleza y los pueblos" (Chemin de la vérité et de la justice pour la nature et les peuples), vise justement à recouvrer la mémoire sur les natures et les territoires et à analyser ce qui s'est produit au cours des dix dernières années, ainsi qu'à signaler les omissions dans les mesures prises concernant des activités antérieures. Ce processus a déjà produit un résultat encourageant, car il permet de construire des ponts, de tisser des réseaux et de considérer les problèmes des différents territoires avec un degré plus élevé de complexité en ce qui concerne les droits tant des êtres humains que de la nature.

Un premier bilan du chemin parcouru montre que la nature jouit maintenant d'une plus grande présence. Lentement, elle pénètre dans les programmes de formation scolaire et les discours de l'administration publique. Elle s'exprime de plus en plus souvent dans l'art et les réseaux sociaux et surtout, sa présence a considérablement grandi dans les mouvements sociaux. Le déblocage mental qu'a entraîné la reconnaissance des droits spécifiques de la nature a contribué à ces changements.

Dans l'histoire des peuples, il est clair que les relations harmonieuses avec la nature inspirent et vivent dans les luttes des peuples. Et même si le capitalisme envahit tous les espaces de la vie, les peuples vivent encore, résistent et se réorganisent. C'est pourquoi face à l'État, il faut renforcer, protéger et reconnaître ces expressions de résistance et de récupération de relations.

Esperanza Martínez Acción Ecológica, Équateur World Rainforest Movement Bulletin du WRM n° 234 - novembre 2017

Mobilisation contre une route dans le parc national du Tipnis en Bolivie

Les habitants du parc national du Tipnis en Bolivie se mobilisent car le gouvernement vient de ressortir des cartons un projet de route traversant la forêt du parc national. En 2009 et 2014, soutenus par des organisations nationales et internationales, dont ICRA, ils avaient empêché le projet de se concrétiser.

66 Nous devons tous protéger le TIPNIS. Cette tâche n'incombe pas seulement aux citoyens boliviens, mais à tous les habitants de la planète", explique Ademar Mole, président de l'Association des Mojeños, un des peuples indigènes vivant dans le Territoire indigène et parc national Isiboro Secure, mieux connu sous l'acronyme TIPNIS.

Le TIPNIS est une zone protégée de plus de 12000 km² (correspondant à la surperficie de l'Île de France) qui s'étend de la forêt tropicale dans les basses terres d'Amazonie à des montagnes pouvant atteindre 3000 mètres d'altitude en passant par des flancs de montagne raides et boisés. Il n'est pas seulement la terre d'origine reconnue de 3 peuples indigènes, les Mojeños, les Chimane et les Yuracaré, il abrite aussi une multitude d'animaux et de plantes, dont le puma, le jaguar et le tatou géant.

Il y a 7 ans, les habitants du TIPNIS s'étaient déjà soulevés contre la construction de cette route. Ils avaient été soutenus par des protecteurs de l'environnement et des populations indigènes dont ICRA1.

Le succès avait été total : en 2014, le gouvernement bolivien avait fait preuve de compréhension en promulguant une loi faisant du TIPNIS un espace intangible.

Mais le gouvernement a abrogé cette loi en août 2017, ressortant des tiroirs les plans de construction de la route. Comme le prouvent des études scientifiques, la jonction routière serait la porte ouverte aux bûcherons, aux chercheurs d'or, aux spéculateurs et aux braconniers, qui détruiraient la nature et les moyens de subsistance des populations autochtones. "Nous allons entreprendre toutes les démarches juridiques qui s'imposent dont une plainte pour violation de la Constitution" explique Mole. "Et si cela est nécessaire, nous défendrons notre terre avec des arcs et des flèches et organiserons une marche à La Paz".

Le parc national Isiboro Secure a été créé en 1965. La Bolivie compte 22 parcs nationaux. En 1990, les autorités ont reconnu les droits fonciers des populations autochtones, d'où le nom "Territoire indigène et parc national Isiboro Secure". Les habitants ont recu un titre foncier collectif formel (Territorio Comunitario de Origen - TCO) en 2009, après une longue bataille. Ils ont régulièrement protesté entre 1990 et 2012 pour la protection de la zone et la reconnaissance de leurs droits en organisant de nombreuses marches jusqu'à la capitale La Paz

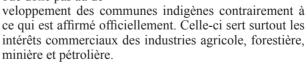
Le projet de construction d'une route nationale traversant le TIPNIS a vu le jour en 2011. Cette route doit relier les villes de Villa Tunari (département de Cochabamba) et San Ignacio de Moxos (département de Beni). Les populations indigènes ont rejeté le projet avec véhémence, déclarant vouloir conserver leur territoire dans son inté-

Qui profiterait réellement de la route nationale?

Préservée "sur le papier", la nature du TIPNIS est pourtant soumise à une menace croissante. Ainsi, des concessions ont déjà été accordées à des groupes pétroliers à l'intérieur de la zone protégée. Des bûcherons abattent de plus en plus souvent des arbres de la forêt tropicale dans l'enceinte du parc.

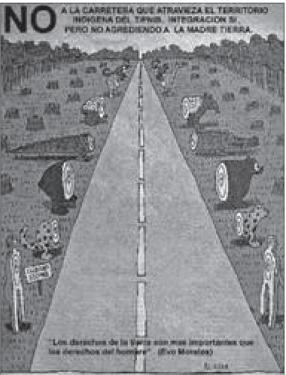
Le projet de route traversant le parc national doit faciliter l'exportation de soja provenant des zones agricoles à l'est de la Bolivie et des États frontaliers du Brésil. L'artère routière relie le Brésil aux ports d'embarquement situés sur la côte pacifique chilienne en passant par la Bolivie. Jusqu'à présent, cette liaison était interrompue par les 60 km de route nationale encore manquants dans la zone du TIPNIS.

La liaison ne contribue donc pas au dé-



Les habitants ne s'opposent pas au développement, mais redoutent d'être anéantis par la route. Les organisations indigènes qui représentent les communes concernées ¹Campagne d'ICRA demandent à ce que l'on cherche un tracé subsidiaire contournant le TIPNIS. La route doit relier le département du Beni situé dans les basses terres d'Amazonie à celui de Cochabamba situé dans les Andes.

Campagne de soutien des habitants du Tipnis www.icrainternational.org/urgence/1158



ternational.org/

Des écoles pour les Mentawai de Sibérut

La volonté de Saruyl, jeune homme du clan des Sakaliou à l'initiative du projet, est non seulement de proposer aux enfants d'apprendre à lire et à écrire auprès de leurs aînés, mais également d'ouvrir la discussion au sein de la famille, de raconter aux enfants l'histoire de leur peuple à travers les mythes et les légendes mais également l'histoire récente des Mentawai et le contexte du pays dans lequel ils vivent, l'Indonésie, afin qu'ils puissent acquérir les outils pour s'adapter du mieux possible à la politique indonésienne concernant les minorités ethniques et culturelles tout en limitant les conséquences négatives sur la culture mentawai.

Depuis 2013, l'équipe ANAKO s'est rendue régulièrement sur l'île de Sibérut, invitée par Aman Law Law, Teu Lepon et Aman Goddai et leurs familles du clan Mentawai de Butui pour la formation d'une équipe autochtone et le tournage sur deux années d'un film documentaire consacré à l'initiation d'Aman Goddai, appelé à devenir chamane.

A cette occasion Saruyl Sakaliou a sollicité ICRA International sur la question de l'enseignement des



Saruyl, initiateur et responsable du programme

plus jeunes, contraints à se voir scolarisés dans les écoles coraniques ou chrétiennes des villages gouvernementaux sans autre alternative car il n'y a pas d'école laïque dans ces villages gouvernementaux où les autorités indonésiennes entendent sédentariser les clans autochtones qui ont fait le choix de continuer à vivre dans les forêts de l'intérieur de l'île.

Le projet est de permettre aux enfants des clans les plus isolés d'accéder à un enseignement laïque. Ce programme s'est dans un premier temps concrétisé par des missions d'une semaine à quinze jours menées par des étudiants et des enseignants Mentawai qui se sont déplacés dans les *Uma* (maison cérémonielle des clans mentawai) les plus isolées pour dispenser l'enseignement équivalent du primaire chez nous et

ainsi éviter aux enfants les plus jeunes d'avoir à être envoyés dans les internats des écoles coraniques ou chrétiennes des villages gouvernementaux et de se voir séparés de leurs familles. Ces missions en forêt se poursuivent encore aujourd'hui grâce à un soutien financier apporté par ICRA et par la production du film "Le nouveau Chamane".

Cette formule ayant ses limites, Saruyl, les responsable du programme et les équipes d'enseignants, ont envisagé la construction d'une ou plusieurs écoles de la forêt sur le principe des grandes *Uma* traditionnelles.

Les écoles Sabulungan

La culture, le mode de vie en constante connexion avec la forêt et la spiritualité animiste Sabulungan du peuple Mentawai de l'île de Sibérut sont aujourd'hui en danger.

Les clans autochtones vivent loin des villes, des villages côtiers de l'île et des villages gouvernementaux de l'intérieur.

Beaucoup sont tentés de se rapprocher de ces villages qui sont dotés d'écoles pour leurs enfants. D'autant que le gouvernement Indonésien fait tout pour inciter les tribus de l'intérieur à venir s'installer dans ces villages gouvernementaux en leur offrant des maisons.

Les écoles quant à elles sont quasi systématiquement des écoles coraniques ou chrétiennes. Tout cela ne laisse aucune autre chance à la population autochtones que de subir une acculturation systématique et parfaitement contrôlée par les autorités religieuses gouvernementales indonésiennes.

Dans ce programme méticuleux d'acculturation, rien ne permet aux enfant de se relier au mode de vie traditionnel de leurs parents appelé Boudaya, ni à leur spiritualité animiste extrêmement riche appelée Sabulungan.

Aujourd'hui, sur les 25000 habitants autochtones de l'île de Sibérut, 2000 seulement ont pu résister à cette acculturation méthodique en faisant le choix de vivre dans les profondeurs les plus inaccessibles de la

Akassa Mentawai

jungle, loin des villes et villages gouvernementaux où les autorités cherchent à les attirer.

Leurs enfants n'ont aucun accès à l'enseignement. Ceux qui veulent aller à l'école, sont contraints de s'y rendre à pieds à travers la jungle. Ce sont dans la plupart des cas plusieurs heures d'une longue marche à travers la forêt, le long des rivières, sur des terrains spongieux, une marche qui n'est pas sans danger pour les plus jeunes.

D'autres, dont les Uma sont les plus éloignées, préfèrent rester dans les internats qui flanquent souvent les écoles confessionnelles chrétiennes ou musulmanes.

Le programme proposé par notre correspondant local, Sarul Sakaliu est d'offrir une alternative à ce non choix grâce aux écoles Sabulungan de la jungle :

- leur dispenser un enseignement classique de la langue indonésienne, des mathématiques et des autres matières de base;
- leur dispenser également un enseignement de la culture Boudaya et tout particulièrement de l'histoire, du mode de vie, des légendes, de la médecine par les plantes, de la relation à l'environnement, de la spiritualité animiste Sabulungan et plus généralement de tout ce qui constitue la riche et dense culture autochtone Mentawai.

Construction de la première école dès 2018

Le programme se concrétisera sur le terrain dès cette année 2018 avec la construction d'une première école dans une zone reculée. Elle sera dotée d'un professeur autochtone et sera dirigée par le coordinateur du projet, Saruyl Sakaliou.

Si cette première école donne les résultats espérés, et si d'autres clans et familles en font la demande, nous construirons et ouvrirons alors une seconde école.

Nous pouvons ainsi espérer créer plusieurs écoles, cinq si possible dans un premier temps dans les régions de forêts les plus reculées où se sont établis les derniers clans traditionnels Mentawai.

Les Mentawai sont très attachés à leurs liens claniques et familiaux et la séparation des enfants de leurs parents est une épreuve extrêmement douloureuse et préjudiciable pour eux. Le but de ces écoles est de maintenir en vie la riche culture Mentawai tout en offrant aux enfants de ces clans restés attachés à leurs traditions et à leur spiritualité la possibilité de continuer à vivre près des leurs dans la forêt plutôt que de se voir contraints à s'éxiler dans les villes et villages gouvernementaux et à se voir livrer à l'acculturation forcée qui leur y est promise.

Le budget nécessaire pour concrétiser ce programme aussi ambitieux que salvateur pour la culture Mentawai se monte à 6500€ pour la première année, et à 3000€ pour les années suivantes en y incluant le budget de fonctionnement de la première école et la constitution d'une provision pour la construction des suivantes

Ce budget inclus la construction de l'école, les matériaux nécessaires à ces constructions d'écoles sur le modèle de la Uma, l'habitat traditionnel des Mentawai, ainsi que les salaires des professeurs et du coordinateur du projet.

Tous les 3 mois, Saruyl Sakaliou nous enverra un rapport précisant notamment, les dépenses engagées, la mise en œuvre et le déroulement du programme d'enseignement, le nombre d'enfants qui fréquente chaque école, ainsi que dans la mesure du possible, des photos des classes et des enfants dans leurs différentes activités scolaires et extra-scolaires.

Nous remercions chaleureusement l'association



L'uma, la maison traditionnelle mentawai

FRAT de la Chapelle des Marais, qui nous a déjà permis de poser les premières "pierres" de ce programme de terrain avec un soutien financier couvrant les coûts de la construction et de la mise en route de la première école.

Nous lançons un appel à parrainages pour que nous puissions assurer le budget de fonctionnement de cet école et nous l'espérons, initier les suivantes.

15, 20 ou 40 euros par mois permettront de participer au fonctionnement des écoles Sabulungan de la jungle de l'île de Sibérut et à la culture Mentawai de

continuer d'exister et de se perpétuer sans priver les enfants de l'enseignement indispensable pour leur devenir.

Saruvl Sakaliou et Patrick Bernard

Soutenez les écoles Mentawai

Pour aider Saruyl dans son projet, vous pouvez faire un don ponctuel ou un parrainage mensuel.

Voir notre formulaire de don et de parrainage en page 14 d'Ikewan. Un grand merci par avance!

CRA parrainez nos programmes solidaires...

Parrainages mensuels (par virement automatique) d'une somme de 10 à 25€ (ou autre) Merci de nous retourner ce bon de parrainage et d'adresser le formulaire "ordre de virement" à votre banque



Ordre de Virement (à retourner à votre banque)
Je vous serai gré de bien vouloir virer le de chaque mois de mon compte personnel sur le compte de l'association ICRA International la somme suivante :□ (FS)
Mon nom et mon adresse :
le Signature :
Mes coordonnées bancaires sont les suivantes : Coordonnées bancaires de l'association ICRA International : □ Banque SNVB (Agence de Gérardmer) IBAN: FR76 3008 7336 6500 0222 6540 180

Vous pouvez interrompre votre parrainage à tout moment par simple avis de votre part à votre banque

ICRA

rejoignez-nous...

☐ Je désire adhérer à l'association ICRA International La cotisation comprend l'abonnement à IKEWAN, le journal trimestriel d'ICRA, et la possibilité de participer à l'ensemble des actions et campagnes d'ICRA.		
☐ Membre individuel : cotisation annuelle de 35☐ (55FS; 50\$ca)	☐ Couple : cotisation annuelle de 55☐ (80FS; 75\$ca)	
☐ Étudiant ou sans emploi : cotisation annuelle de 18☐ (25FS; 20\$ca)	☐ Bienfaiteur : cotisation annuelle de 50☐ (80FS; 75\$ca)	
☐ Je souhaite seulement recevoir une documentation détaillée sur l'association		
NomPrénom		
Adresse		
Téléphone e-mail	Date et signature	
Montant du réglement :	èque 🗖 Virement	
à retourner à ICRA 246, av. Victor Hugo F - 94120 Fontenay s/ Bois (adresses des sections nationales en page 15 d'Ikewan)		



Agir avec les peuples oubliés

ICRA International est un mouvement de solidarité avec les peuples autochtones qui représentent aujourd'hui environ 200 millions de personnes, soit 4% de la population mondiale.

6000 peuples disséminés à travers la planète, touches de couleur rebelles à l'uniformisation du monde, dont l'existence est menacée et les droits bafoués : colonisation des terres, destruction des forêts nourricières, pollution environnementale, négation des cultures et des identités socio-politiques.

Pygmées d'Afrique, Aborigènes d'Australie, Amérindiens d'Amazonie, Négritos d'Asie du Sud-Est sont menacés de disparition physique et culturelle

Aujourd'hui, ces peuples s'organisent et luttent pour faire entendre leurs voix. Ils demandent le droit de vivre leurs différences dans la dignité, le respect de leurs organisations sociales et de leurs systèmes symboliques, la fin de l'exploitation sauvage des ressources de leurs territoires avec lesquels ils vivent en harmonie depuis la nuit des temps.

ICRA International

Apolitique et indépendante, ICRA s'articule autour de trois départements

ICRA Info-Action

Défense des droits des Peuples Autochtones. Diffusion d'informations (magazine IKEWAN, le journal des peuples premiers, site internet), missions d'enquête, campagnes de pétitions, conférences de presse.



Fonds Mondial pour la sauvegarde des Cultures Autochtones

Connaissance, recensement, promotion et sauvegarde des mémoires et des cultures autochtones.



Akassa

Mise en place, avec les populations autochtones et uniquement sur leur proposition, de programmes d'aide à l'autosuffisance alimentaire, éducative, médicale et sanitaire.



Prochaine parution du journal prévue en mai 2018

Date de tombée des correspondances : 15 avril 2018

Ils ont participé à la rédaction de ce journal :

Julien Defourny, cycling-togethearth, Sofia Cevallos, GITPA, Esperanza Martinez, Accion Ecologica, Saruyl Sakaliou, WRM, Patrick Bernard, Ken Ung, Hervé Sentucq, Valérie Couché, Hervé Valentin.

Journal imprimé sur papier certifié fsc à 1000 exemplaires par la Snel.

Abonnement à l'année : 3 numéros : 35€

Dépot légal 1er quadrimestre 2018 • N° ISSN 1267 - 9562

Nota: A l'exception des articles émanant des membres du C.A. d'ICRA International, les articles insérés dans ce journal le sont sous la seule responsabilité de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ou systématiquement les points de vue d'ICRA International.

Page de couverture : Filettes Maikiuants © Julien Defourny

Départements

ICRA et FMCA

246, avenue Victor Hugo F - 94120 Fontenay-sous-Bois

Tél.: 00 33 (0)6 51 888 002 IBAN : FR76 3008 7336 6500 0222 6540 180

BIC: CMCIFRPP CCP 3 349 10K Nancy www.icrainternational.org info@icrainternational.org

AKASSA

32, chemin du Chazal F - 88200 St Etienne lès Rt. akassa@icrainternational.org

Sections nationales

ICRA Belgique

29, rue Eugène Castaigne B - 1310 La Hulpe

Tél.: 00 32 (0)2 653 23 09 Tél.: 00 32 (0)479 937 132 belgique@icrainternational.org IBAN: BE47 3101 5345 3480

ICRA Suisse

Case postale 877 CH - 1001 Lausanne suisse@icrainternational.org N°Compte : CCP 10-99798-4

ICRA Canada

canada@icrainternational.org

ICRA Chili

c/o ICRA Limoges

Groupes régionaux

ICRA Rhône Alpes c/o ICRA International

ICRA Ouest, Pays de Loire c/o Henri MERCERON Tél: 00 33 (0)2 41 47 47 38 henry.merceron@wanadoo.fr

Commissions

- TOUAREG c/o Akassa
- KARENNI et MLABRI c/o ICRA International
- NAGALAND c/o ICRA Paris
- Montagnards du VIETNAM c/o ICRA International
- $\bullet \ JURIDIQUE$
- c/o ICRA International
- PYGMÉES c/o ICRA Suisse
- KAREN c/o ICRA Suisse

Peuples autochtones d'Equateur

L'Equateur compte treize nationalités indigènes officiellement reconnues depuis 1998 :

- Région côtière (Costa) : Awa, Chachi, Epera, Tsa'chila
- Région Amazonienne (Oriente) : A'i Cofán, Secoya, Siona, Waorani (Huaorani), Zápara, Shiwiar, Achuar, Shuar
- Régions Andine (Sierra) et Amazonienne (Oriente) : Kichwas (Quechua).

On distingue traditionnellement quatre groupes ethniques: les Indiens (env. 40 %), les Métis (env. 40 %), les Créoles/Blancs (env. 10 %) et les Noirs (env. 8 %). La majorité d'entre eux vivent loin des zones urbaines et chaque peuple a sa propre histoire, sa propre langue et sa propre culture. Les communautés Quechua des Andes et les Shuars d'Amazonie sont les plus nombreux.

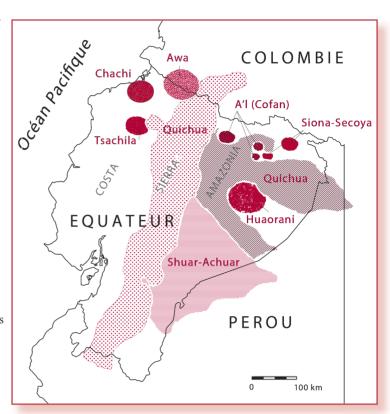
Depuis l'arrivée des Espagnols au 16^{ème} siècle, leurs terres sont convoitées. Les missions religieuses, tant catholiques que protestantes, n'ont cessé de sédentariser et regrouper les Amérindiens, en envoyant leurs enfants dans des internats, provoquant une coupure culturelle entre les générations.

Les conflits entre l'Équateur et le Pérou, qui finit par annexer une part importante de l'Amazonie équatorienne, ont détruit et chassé de nombreuses communautés amérindiennes et en ont séparé d'autres par des frontières gardées.

En 1986, toutes les organisations indigènes se sont fédérées pour fonder la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur. Le mouvement indigène équatorien est devenu un véritable mouvement social moderne, qui soulève et paralyse le pays à plusieurs reprises. Ce mouvement sera en partie à l'origine de la reconnaissance des peuples indigènes en 1998 par l'Etat.

La Constitution de 1998, qui officialise notamment l'éducation bilingue, reconnaît en effet les peuples indigènes comme faisant partie de l'Etat équatorien, pour la première fois qualifié de "multiculturel et multiethnique". Cette reconnaissance des nationalités et populations indigènes est une revendication ancienne de ces populations et constitue une première nécessité pour la préservation de leurs territoires ancestraux, de leurs cultures propres, de leurs modes de vie, ainsi que leur développement.

La nouvelle constitution approuvée par l'Assemblée nationale constituante d'Équateur le 25 juin 2008, octroie à la langue shuar le statut de langue officielle.



La lutte pour la reconnaissance des droits de peuples autochtones est loin d'être terminée. La répression violente est souvent la réponse aux manifestations et le partage des richesses est loin d'être une réalité.

Les peuples d'Amazonie ont aussi à combattre les multinationales qui se disputent les richesses de leur sous-sol, particulièrement les compagnies minières et pétrolières.

Sur le web:

- www.conaie.org, le site de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur.
- www.confeniae.net, le site de la confédération des nationalités indigènes d'Amazonie équatorienne.
- www.frontieredevie.net, le site de l'association de soutien au projet Frontière de vie initié par les Kichwa de Sarayaku.
- www.gitpa.org, le site du Gitpa qui propose un dossier détaillé sur les nations indigènes d'Equateur.

A lire:

- "Autochtones contre pétrole en Equateur", Ikewan n°56, avril 2005.
- "Les Kichwa de Sarayaku", Ikewan n°89, juillet 2013.
- "Ecuad'or", de Luc de Laforcade.
- "Amazonie indienne, les fils du jaguar", de Patrick Bernard, in Tribus en sursis, Ed. Anako, 2005.
- "Huaorani, un peuple en sursis", de Patrick Bernard, in Les voix de l'oubli, Ed. Anako, 1998.

A voir :

- "Sarayaku, le peuple du milieu du jour", d'Eriberto Gualinga.
- "Le chant de la fleur", de Jacques Dochamps, 2013.

IKEWAN

c/o ICRA International Belgique 29 rue Eugène Castaigne B - 1310 La Hulpe belgique@icrainternational.org 246, av. Victor Hugo F - 94120 Fontenay-sous-Bois tel: +33 (0)6 51 888 002 info@icrainternational.org c/o ICRA Suisse case postale 877 CH - 1001 Lausanne suisse@icrainternational.org

www.icrainternational.org